

UEMOA : Hausse de l'inflation avec un taux de 8,4% en octobre

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 13 DECEMBRE 2022

1243

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

La « saison des décorations » bat actuellement son plein au Mali. La rédaction de Malikilé, fortuitement alerté sur le fait que Me Mountaga Tall n'avait aucune décoration nationale, a voulu en savoir plus. Quand nous lui avons posé la question, il a juste répondu « C'est une question de mérite ; peut-être que je n'en ai pas fait assez ». Impossible de lui faire dire plus.

Nous nous sommes alors posé cette question : peut-être, en-a-t-il trop fait ?

En effet, plus qu'une référence ou une icône, Mountaga Tall est un symbole, et pour tout dire n'ayons pas peur des mots - « **le père de la démocratie au Mali** ». Cette phrase, nous a-t-on rapporté, est du grand ATT lui-même qui l'a prononcé aux USA, à l'US NAVY, quand des officiels américains ont voulu l'affubler de ce titre. Des témoins encore vivants m'ont rapporté cette anecdote.



Décorations

Le cas Mountaga TALL



Complexe universitaire de Kabala - Phase II : Le PM inaugure l'infrastructure



FAMa : « Nous respectons strictement les droits de l'Homme »



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

12 Nov.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

188

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

01

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

606 809 Vaccinations incomplètes

2 560 301 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 764

Guéris

31 943

Décès

743

dont 03 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.19



P.25



/ Une /



Décorations : Le cas Mountaga TALL

P.5

/ Brèves /



Soufouroulaye (Mopti) : Plus de 500 têtes de bœufs récupérées et restituées aux autorités administratives par les FAMA

P.12

Farabougou : Que cherchent les réseaux sociaux sur la vie des résidents

P.12

Mali : Les nonuplés maliens de retour à Bamako, 1 an après leur naissance

P.13

L'École de Guerre du Mali : Un regard rétrospectif sur la première année académique¹³

P.13

Instabilité sociopolitique au Mali : "l'unité des actions au cœur de nos engagements"

P.14

Braquage à Banankabougou : La bande de Fotigui mise aux arrêts

P.14

/ Actualité /



UEMOA : Hausse de l'inflation avec un taux de 8,4% en octobre

P.17

Gouvernement - Syndicats de l'éducation : Un accord attendu aujourd'hui, la ministre de l'Éducation aux abonnés absents !

P.19

Complexe universitaire de Kabala - Phase II : Le PM inaugure l'infrastructure

P.20

FAMA : « Nous respectons strictement les droits de l'Homme »

P.21

Corruption au Mali : Le trésor américain épingle Karim Keita

P.22

Sévaré : Rendre les établissements scolaires et leurs abords plus sûrs

P.23

/ Politique /



Avant-projet de nouvelle constitution : Les insuffisances et propositions de la société civile

P.25

Gestion de la transition : GPS KÉYÉRÉYÉ appelle les autorités à ne pas créer de "discordes avec le peuple"

P.27

/ Culture & société /



Biennale africaine de la photographie de Bamako : Faire de l'art de la photographie une véritable industrie

P.28

/ International /



Afrique Etats-Unis : Attentes et appréciations mitigées du sommet du mardi à Washington

P.29

Côte d'Ivoire : Un projet social au profit de 4.000 bénéficiaires

P.31

/ Sport /



CDM QATAR 2022 : De l'Afrique au Moyen-Orient, l'"union sacrée" derrière la sélection marocaine

P.32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



Pour Femme / For Women

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com



Décorations

Le cas Mountaga TALL

La « saison des décorations » bat actuellement son plein au Mali. La rédaction de Malikilé, fortuitement alerté sur le fait que Me Mountaga Tall n'avait aucune décoration nationale, a voulu en savoir plus. Quand nous lui **avons posé la question, il a**

juste répondu « C'est une question de mérite ; peut-être que je n'en ai pas fait assez ». Impossible de lui faire dire plus.

Nous nous sommes alors posé cette question : peut-être, en-a-t-il trop fait ?

En effet, plus qu'une référence ou une icône,

Mountaga Tall est un symbole, et pour tout dire- n'ayons pas peur des mots - « **le père de la démocratie au Mali** ». Cette phrase, nous a-t-on rapporté, est du grand ATT lui-même qui l'a prononcé aux USA, à l'US NAVY, quand des officiels américains ont voulu l'affubler de ce titre. Des témoins encore vivants m'ont rapporté cette anecdote.

Maître Mountaga Tall, à 33 ans, s'est engagé à visage découvert dans le combat contre le parti unique et pour la démocratie pluraliste au Mali alors qu'il était totalement à l'abri du besoin et à un moment où peu de personnes aurait osé. Il risquait ainsi sa vie et sa carrière en choisissant de renoncer à toutes sortes de privilèges pour la cause du peuple. Certains ont dit « **Un homme du peuple par vocation, par choix** ». En tout cas, téméraire, il a pris personnellement la tête des premières manifestations au Mali.

Il a mené le combat du pluralisme démocratique à son terme avec d'autres leaders et des millions de maliens anonymes.

Faisant preuve d'un désintéret dont nous ne connaissons pas d'exemple, il a non seulement décliné la possibilité de siéger au Comité de Transition pour le Salut du Peuple (CTSP), l'organe suprême de la Transition mais aussi de participer au gouvernement pendant 25 ans. Aux multiples opportunités et offres qui se sont présentées, il a préféré envoyer d'autres cadres compétents (une quinzaine) assumer ces missions. Un exemple à méditer.

« Refugé » à l'Assemblée nationale pendant près de 20 ans comme député de Ségou, il y a exercé presque toutes les fonctions et responsabilités incluant celles de chef de file de l'opposition parlementaire, de président de Groupe parlementaire et de premier Vice-président pendant 5 années consécutives. Le seul, à ce jour encore, à avoir eu une telle longévité à ce poste. Et un des rares à avoir fait à la fois le parlement panafricain et celui de la CEDEAO. Au Parlement malien, avec son Groupe parlementaire CNID- Faso Yiriwa Ton, il encore été le « père » de nombreuses initiatives parlementaires dont la première proposition de Loi émanant d'un député, les premières questions orale et écrite à un ministre, la première interpellation du Gouvernement devant le Parlement, la première motion de censure contre le Gouvernement, la proposition du 1er Statut de l'Opposition, la légalisation des fêtes et du mariage religieux, la double nationalité pour



les maliens...

Acceptant enfin de rentrer au gouvernement en 2014, il reste encore le seul ministre au Mali à avoir publié le bilan de sa participation au Gouvernement.

Pour tous ces combats menés pour le Mali, il a connu trois fois la prison suivie d'autant de non-lieu, a vu son cabinet d'Avocats incendié et son domicile échappé à une tentative d'in-

ciendie. Ce Cabinet qui a formé d'éminents Avocats parmi lesquels, certains, comme Maîtres Harouna Mamadou Touré et Cheick Oumar Konaré sont aujourd'hui au-devant de la scène publique

30 années après Mountaga Tall était encore, avec d'autres, au cœur du combat du M5-RFP dont il est un des principaux responsables.

La rédaction de Malikilé tout en félicitant cha-

leureusement tous les récipiendaires de décorations de toute nature ne peut que s'étonner de cet « oubli » de la République. Car, il ne peut s'agir d'ostracisme qui ne peut durer autant.

Ce qui est sûr, il est difficile de faire plus que Mountaga pour le Mali.

■ **Moctar Sow**



■ Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne

GLOIRE ET LOUANGE À Allah MOHAMED CHÉRIF HAIDARA PRÉSIDENT DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA DIASPORA MALIENNE 4 VICE PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA CULTURE PEUHL DU MALI EST LIBRE SANS AVOIR ÉTÉ ARRÊTÉ MAIS INTERROGÉ CE LUNDI 12 DÉCEMBRE



2022. libre comme le vent qui circule dans toutes les directions. Nous sommes toujours du côté de la justice, derrière Dieu et la justice qui est juste.

Notre justice qui a écouté notre frère Mohamed Chérif Haidara président du conseil supérieur de la diaspora malienne 4 vice-président de l'association des amis de la culture peuhl du Mali, cette même justice a été juste en lui libérant sans l'avoir arrêté dans le sens du mot mais après l'avoir interrogé. Nous n'avons point à nous préoccuper des propos et déclarations de nature à enfoncer un tel digne fils debout et actif sur tous les champs de l'honneur pour le bien être de l'ensemble du peuple malien. Ici nous prenons à témoin les maliennes établis à l'extérieur et à l'intérieur du Mali pourquoi pas même nos institutions Étatiques aux yeux desquelles les œuvres de ce fils prodigue Mohamed Chérif Haidara ne sont point cachés. Ceux qui ont tenté d'aggraver sa situation en tenant des propos de tout genre ont-ils oublié que Dieu n'aime pas qu'on se réjouisse du malheur, faut-il se poser des questions à qui profite ces attitudes qui ne tiennent ni dans nos savoir- savoir être et faire encore moins dans nos religions, à vouloir voir celui qui a Dieu comme défense face à la justice sociale ou à une injustice sociale c'est rêver être debout. Ici nous saluons la clairvoyance de nos autorités judiciaires qui ne se sont laisser guider ni par l'émotion encore moins par le buzz dans cette affaire dite Mohamed Chérif Haidara qui a saigné beaucoup des cœurs des Maliens de l'intérieur et de l'extérieur du Mali. Nous saluons toutes les personnes de près comme de loin qui ayant fait preuve de solidarité à l'égard du Mali car Mohamed Chérif Haidara est le symbole d'un Mali indivisible riche dans sa diversité ethnique culturelle et intellectuelle. Sa libération est sans doute gaz pour la consolidation de la paix et la cohésion sociale entre les communautés du Mali nous parlons en connaissance de cause car nous sommes acteurs pour la paix et la stabilité sociale. Il n'est pas dans mes habitudes à répondre aux piques mais de rappeler à ceux qui font de celles-ci du gagne pain de recherche de place ou de conservation de poste leur quotidien au prix de l'instabilité sociale. Aux âmes bien nés point besoin de se rabaisser notre estime et nos honneurs sont à votre égard fils et petit fils chérifien de la lignée du prophète Mahomed salut et bénédiction sur lui ainsi que toute sa descendance et ceux qui lui suivent. Mes éloges n'engage que moi j'ai pas vu le prophète sinon j'aurais été volontaire esclave dévoué pour sa cause deviner vous même le reste. Je vous rappelle que c'est notre justice malienne dans sa justice qui a rendu justice de façon juste à l'égard de ce grand fils dévoué pour sa patrie Mohamed Chérif Haidara président du conseil supérieur de la diaspora malienne 4 vice président

de l'association des amis de la culture peuhl du Mali, quelque soit le volume d'une tempête elle ne peut pas arracher la terre car c'est sur elle qu'elle roule. Donc allons doucement. I HAIDARA. Alhousseiny GUINDO président de l'association union dogons peuls et voisins du Mali 79095750. BKO-12-12-2022.



■ Média A



Imam Mohamed Mahi OUATTARA vient d'être décoré CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MALI , #félicitations et bon Courage pour l'expansion de la religion Musulmane à travers le monde .



Ambassade de France au Mali



[Donkili / musique] Fatumata Jawara y'a ka donkili "Nsera" b ko f l jira ! Fatoumata Diawara présente en avant-première son titre "Nsera"!

La chanteuse et compositrice malienne, Fatoumata Diawara, connue au pays sous le nom de Sia Yattabaré, présente en avant-première son titre "Nsera" ("je suis arrivé"), qui fait la promotion de l'Afrique comme terre d'accueil. Son nouvel album sortira en 2023 !

Ni interview min k ra TV5 Monde kan, bugunikaw ka Fatumata y'a ka bamanankan Kanu jira. A f , bamanankan ye "kan c uman ba, donkili ka di mii na kos b ". La chanteuse originaire de Bougouni a confié son amour pour le bamanakan.

Kati 24



Maroc devient le premier pays d'Afrique et du monde arabe à atteindre les demi-finales d'une #CoupeDuMonde.

Bamako Bamada



8 millions de peuls au Mali selon Tabital Pulaagu

USAID Mali



USAID Mali a soutenu du 25 juillet au 26 octobre dernier, la distribution de 900 bons échangeables contre des marchandises auprès des fournisseurs pendant la foire à 300 ménages déplacés et hôtes dans la région de Kayes. Ainsi, 2 768 individus ont pu faire face aux besoins essentiels de leur foyer dans les communes de Diéma, Béma et de Gourmera et celles de Trinka et Marekaffo. Cet appui inclut un don unique de 3 000 morceaux de savons et 900 masques de protection réutilisables afin de les aider à respecter les mesures barrières contre la COVID-19.

« Cette année avec l'appauvrissement des sols, les mauvaises récoltes et surtout la hausse du prix des produits alimentaires, rien n'allait plus au sein de ma famille. Nous ne mangions plus à notre faim. Il nous arrivait de manger une seule fois par jour. Grâce à l'assistance alimentaire reçue pendant cette période de soudure, mes enfants mangent régulièrement depuis la première distribution jusqu'à nos jours. L'argent que j'avais prévu pour l'achat des céréales durant ces trois mois de soudure servira à autres dépenses comme celles de la santé et des fournitures scolaires pour les enfants », explique Alassane Diarra, paysan de la région de Kayes. Mercy Corps Mali #Mali



Casimir Sangala



Les Pays-Bas, deuxième exportateur mondial de produits agricoles et agroalimentaires, derrière les États-Unis 270 fois plus vastes.

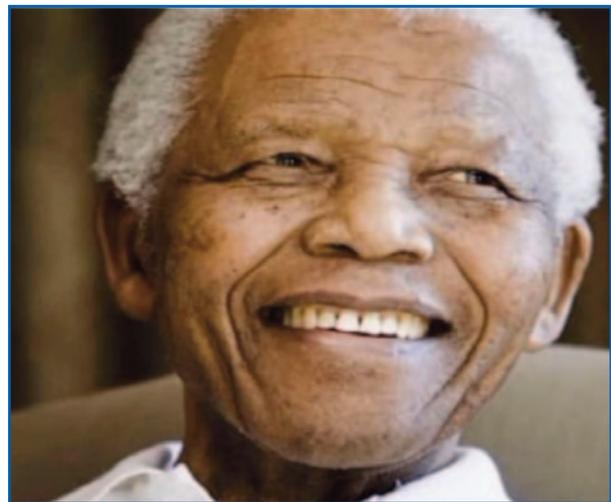
Boubacar N'Diaye



Nelson Mandela à passé 27 en prison souvent dans des conditions assez pénibles.

Il a réussi 3 offres de liberté conditionnées à l'abandon de la lutte contre la ségrégation contre sa race.

Il a décliné ces offres en préférant rester en prison que de renoncer à sa conviction.



Daouda Bakary Kone



#INTERVIEW EXCLUSIVE avec Sery Brokoua Gnaly. (CROISSANCE AFRIQUE)-Président Directeur Général de la société BG group area, Sery Gnaly est diplômé d'une maîtrise en commerce international au Centre Étude Supérieur Industriel. Il détient une expérience de plus de 10

ans sur le territoire français et depuis deux ans sur le territoire africain. Aujourd'hui, il a décidé d'apporter sa pierre à l'édifice du continent. c'est pourquoi, notre rédaction a décidé d'échanger avec lui. Sery Gnaly, nous parle de l'Immobilier en côte d'Ivoire. #croisanceafrrique



■ Basta Sanogo

Dadis veut nous faire croire qu'il est fou. Dio, après tout ça tu vas parlé. Kana siga !



■ Stanis Bujakera Tshiamala

#RDC: « Me Peter Kazadi, prétendant ne pas agir pour son compte personnel mais dans l'intérêt du pouvoir, voudrait que je m'implique en tant que chef de juridiction pour aider à priver, un adversaire politique [des] ressources financières»



■ Wassim Nasr

#Sahel regroupements d'allégeance au nouveau calife de l'EI depuis plusieurs localité au



#Mali. Une démonstration de force inédite face aux factions, à l'État et au #JNIM #AQMI. La vidéo dure 9:55.

■ Nia Dialla Keita



Reprise du train voyageurs: Le pont ferroviaire de Mahina en phase de finition

Le pont ferroviaire de Mahina fermé depuis le 18 octobre 2022, sera ouvert à la circulation le jeudi prochain. Les derniers réglages sont en cours avec l'entreprise en charge des travaux de rénovation SOMAFREC. Le pont est indispensable pour la reprise effective du train voyageurs.

Source : L'Essor



■ Larmes des pauvres



#Mali -- Mopti 10/12/2022 grande assemblée générale des élus et chefs de village de #Fatomà à #Boré pour dénoncer le pillage de leurs animaux par des russes et la milice. J'espère que les autorités de la transition sont à l'écoute de leurs populations ?



AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif à **l'entretien et nettoyage des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts.**

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA.**

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 13 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif au **gardienage et surveillance des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts**.

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA**.

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 14 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

Soufouroulaye (Mopti) : Plus de 500 têtes de bœufs récupérées et restituées aux autorités administratives par les FAMA



Après la saisine de plus d'une centaine de têtes de bétails le mois dernier des mains des terroristes, les FAMA viennent une fois de plus de récupérer 505 autres têtes de bœufs. Cela s'est passé la semaine dernière au cours d'une patrouille dans la localité de Konbadagua, dans la commune rurale de Dialoubé.

La remise officielle de ces animaux aux autorités administratives de Mopti s'est déroulée le dimanche 11 décembre 2022, au camp de Soufouroulaye en présence du chef du secteur 4 de l'opération Maliko, le Colonel Karim Traoré, du conseiller aux Affaires Économiques et Financières du gouverneur de la région de Mopti, Ousmane Diallo ainsi que du directeur Régional des Productions et des Industries Animales de Mopti, Hamady Kane Diallo.

Le chef du secteur 4 de l'opération Maliko, le colonel Karim Traoré a d'abord précisé que les FAMA sont à leur troisième séance de récupération de bétails volés par les terroristes dans la région de Mopti. Saluant de passage la franche collaboration des populations locales qui a conduit à la récupération de ces animaux volés, Il a félicité les FAMA pour leur professionnalisme et leur montée en puissance sur le terrain. Le colonel Traoré prévient de passage qu'aucun détail ne sera négligé dans la traque des djihadistes afin que la paix et la quiétude reviennent dans le secteur. Toutes choses qui permettront aux populations de vaquer librement à leurs occupations.

A en croire le Colonel Karim Traoré, ces actions d'éclats des FAMA vont se poursuivre dans la région de Mopti conformément aux directives opérationnelles du chef d'Etat-major Général des Armées. Les FAMA sont engagées sur toutes l'étendue du territoire national pour assurer la protection des personnes et de leurs biens, a-t-il confié. Avant d'indiquer que les 505 têtes récupérées aux GAT seront restituées aux autorités

Farabougou : Que cherchent les réseaux sociaux sur la vie des résidents



Contrairement à certaines informations faisant cas d'abandon total des populations de Farabougou par les autorités de la transition, des précisions de taille sur l'apport, le soutien et l'accompagnement des plus hautes autorités à ces citoyens de Farabougou sont révélées comme suit. Avant l'hivernage, plus 500 tonnes de vivres ont été convoyées par l'armée afin de permettre à cette population résiliente de ne manquer de rien. Pendant la même période, plusieurs rotations ont été effectuées au profit de ces mêmes populations de Farabougou par hélicoptère MI 171 de l'Armée de l'Air.

Pour soulager les personnes malades, elles ont fait l'objet d'évacuation à bord d'aéronefs militaires FAMA. C'est ainsi que 9 d'entre elles ont pu rejoindre l'hôpital Nianankoro Fomba de Ségo. Dans le même ordre d'idées, la relève montante du poste militaire de Farabougou a convoyé le 8 décembre 2022, un don de 34 tonnes de vivres exclusivement transportées par des moyens militaires. Par ailleurs, plus de 100 tonnes de vivres ont été offertes par les autorités et seront bientôt acheminées à Farabougou afin de soulager considérablement la souffrance des populations. Tous les moyens seront mis en place pour que Farabougou retrouve la paix et la quiétude.

Forces armées maliennes

administratives de la région en collaboration avec la Gendarmerie de Mopti. Cette collaboration permettra d'identifier les propriétaires et de pouvoir procéder ensuite à la remise des animaux.

Le conseiller aux Affaires Economiques et Financières du gouvernorat de Mopti, Ousmane Diallo a remercié les FAMA pour leur détermination dans les opérations. Il dira que grâce aux offensives menées par les FAMA, la quiétude semble revenir dans la région de Mopti. C'est pourquoi Ousmane Diallo a invité les populations à plus de collaborations avec les FAMA dans la traque des terroristes et de leurs complices.

Adjt Alou Kola Traoré / Forces armées maliennes

Mali : Les nonuplés maliens de retour à Bamako, 1 an après leur naissance



Les seuls nonuplés au monde attendus au Mali. Adama, Oumou, Hawa, Kadidia, Fatouma, Oumar, Elhadj, Bah et Mohamed, nés le 4 mai 2021 dans une clinique à Casablanca au Maroc, ont surpris le monde, une première après les sœurs siamoises Bissie et Eyenga du Cameroun. Les neufs frères et sœurs d'un an et demi, rentrent ce lundi 12 décembre 2022 à Bamako d'où une délégation du gouvernement est venue pour accompagner et organiser le retour de Halima Cissé et ses nonuplés.

Abdelkader, père des nonuplés : «ils rampent tous maintenant. Certains sont assis et peuvent même marcher »

Ce fut une grande découverte pour le corps médical malien, deux jours avant la naissance des bébés, ce sont des sage-femmes surprises de voir neufs bébés d'une seule et même grossesse. Il s'agissait d'Halima Cissé 26 ans, natif de Tombouctou, une commune du Mali, et femme d'un officier de l'armée malienne. Bien avant l'accouchement des nonuplés le 4 mai 2021, Cissé fut transportée aussitôt par avion, destination le Maroc, sur décision du gouvernement malien compte tenu du manque de soins spécialisés aux neufs nouveau-nés en chemin. Dans certains pays du tiers monde où l'avortement est légalisé, sur les naissances multiples, il est conseillé aux mères ayant plus de quatre fœtus à la fois d'en interrompre certains avant l'accouchement, ce qui n'est pas le cas au Mali, il fallait donc trouver une solution.

Les bébés d'Halima, dont cinq filles et quatre garçons sont nés à 30 semaines à Casablanca. A leur naissance, Mohamed et ses autres frères et sœurs « pesaient entre 500 g et 1 kg », annonçait le professeur Youssef Alaoui, directeur médical de la clinique Ain Borja de Casablanca. Contre toute attente, les nonuplés ont battu le record du monde Guinness du plus grand nombre d'enfants nés en une seule naissance et à avoir survécu malgré les risques de santé qu'ils encourent.

Ainsi, après plusieurs jours passés dans ce que Abdelkader Arby, leur père décrit, « appartements médicalisés » appartenant au propriétaire de la clinique, mis à leur disposition, Cissé Halima et ses neufs bébés vont finalement regagner le Mali ce lundi 12 décembre 2022, à l'aéroport

L'École de Guerre du Mali : Un regard rétrospectif sur la première année académique



Le Chef d'État-Major Général des Armées, le Général de Division Oumar DIARRA a présidé la cérémonie d'ouverture du Conseil d'Orientation de l'École de Guerre du Mali. C'était le vendredi 9 décembre 2022 dans l'enceinte dudit établissement. Étaient présents à cette cérémonie, le Chef d'État-Major Adjoint des Armées, le Général de Brigade Ousmane WELE, le directeur des Études Supérieures en Logistique, Administration et Management, le Colonel-major Ibrahima NOMOGO, représentant le Commandant de l'École, plusieurs directeurs de services ou leurs représentants ainsi que des représentants de certaines facultés partenaires de l'École.

Cette rencontre de deux jours, a pour but de fixer les grands axes et les orientations relatifs à la politique de formation au sein de l'École de Guerre du Mali. En outre, il est l'organe de suivi et de contrôle, donne son avis sur tout ce qui concerne les programmes et l'organisation de l'enseignement et propose des améliorations.

L'ordre du jour de cette première session portait sur le rapport du déroulement de la 1ère année académique de l'école, la présentation du programme d'enseignement et du fonctionnement, le rôle et la place des états-majors et directions de services dans l'enseignement, entre autres.

Le Chef d'Etat Major Général des Armées, le Général de Division Oumar DIARRA a signalé l'importance de cette session pour l'EGM. Avec un grand espoir, Il a invité le conseil à regarder de près les documents présentés afin que leur adoption à l'issue des travaux puisse contribuer au rayonnement de l'établissement. Enfin, le Général DIARRA s'est dit convaincu que ces travaux aboutiront aux résultats recherchés.

Forces armées maliennes

de Bamako. Des images montrent une mobilisation constante des amis, parents, proches de la famille d'Abdelkader et certains membres du gouvernement malien pour accueillir l'officier de l'armée malienne et sa famille. Joint au téléphone par un confrère de Radio France Internationale (RFI), le dimanche 11 décembre 2022, le couple se dit très heureux de pouvoir enfin rentrer tous ensemble au Mali.

Bekanty N'ko www.afrique-sur7.ci

Par Team Afrique Sur 7

**Instabilité sociopolitique au Mali :
"l'unité des actions au cœur de nos engagements"**



Peu de périodes dans l'histoire de notre nation ont été plus difficiles que celle dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Il est temps de prendre les décisions éclairées essentielles à la réussite de nos démarches pour un Mali stable et surtout de montrer la volonté politique nécessaire qui nous permettra de consolider notre nation. A cet effet, nous devons rassembler toutes nos forces pour faire les meilleurs choix.

Nous ne devons pas nous tromper d'adversaire et nous ne devons pas non plus nous tromper dans le choix de nos engagements. La souffrance de notre insatisfaction doit nous permettre de retrouver le chemin de la solidarité et de l'unité. L'unité doit être au cœur de nos engagements, car l'union de nos actions doit être autour du Mali. Le Mali doit être notre cause et notre source et, tout doit converger vers sa consolidation.

Nous devons nous mobiliser plus que jamais pour sauver nos acquis afin d'éviter à tout prix que cette crise ne tourne davantage au désastre économique et social. En effet, nous devons avancer avec rapidité et urgence dans les négociations avec l'ensemble des partenaires régionaux et internationaux afin d'assurer la cohésion de nos actions, mais aussi et surtout nous réunir autour de l'accord de paix afin d'obtenir des avancées significatives et le conclure, étant donné que nous avons beaucoup à faire en cette période de périls et de possibilités.

Nous pensons qu'il est nécessaire d'être audacieux dans nos actions et elles doivent être vitales. Il n'y a donc pas meilleur moment que le présent pour agir hardiment afin d'alléger les souffrances de nos populations et de consolider davantage notre nation. Dans ce cadre, nous devons efficacement et intelligemment engager une véritable offensive diplomatique en direction des alliés et partenaires du développement pour les informer et les mobiliser en faveur du renforcement de la paix dans notre pays.

Il est grand temps de prendre la direction de cet appel attendu qu'il n'y a pas d'autre destin commun que celui d'être capables, ensemble, de

Braquage à Banankabougou : La bande de Fotigui mise aux arrêts



Dans la nuit du 26 au 27 novembre 2022, trois (03) individus circulant sur une moto-taxi dont un armé de pistolet automatique, ont braqué un élément de la Protection civile au niveau de Banankabougou près du Complexe scolaire Rosey Abantara. Au cours de cette opération, la victime a été dépossédée de sa moto Djakarta, de son téléphone portable et d'un bracelet. Le porteur d'uniforme saisit le commissariat de police de l'ex 7ème arrondissement.

Au tournant de Magnambougou, les éléments de la brigade de recherche interpellent, sur la base d'indices, un individu déclarant se nommer Mamadou T. avec l'engin ayant servi à mener l'opération.

Interrogé, il déclara que sa moto était conduite cette nuit-là de 23 heures à l'aube par son camarade Yaya C. Ce dernier est interpellé à son domicile à Magnambougou, il s'est tout de suite mis à table. Il a reconnu les faits de braquage du sapeur-pompier avant de dénoncer ses complices, Fotigui C et Bablen. Les flics ont poussé les investigations ayant permis de mettre la main sur Fotigui qui a, à son tour, dénoncé le propriétaire de l'arme du crime, un certain Amadou C dit Zezi. Interpellé à Magnambougou, Zezi était en possession du pistolet automatique de fabrication artisanale avec son chargeur contenant quatre (04) cartouches et, conduisait une moto Djakarta.

Les recherches sont en cours afin de mettre la main sur le receleur, la moto et le nommé Bablen.

Source : Le Challenger

relever les défis qui sont devant nous.

Cheick Boucadry Traoré / Source : Le Challenger

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com



Office central de Lutte contre
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Secretariat Général

Service des Ressources Humaines

République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

I. OBJET :

Sélection d'une Greffière en Chef pour le poste de l'Unité des Plaintes et des Dénonciations de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

II. TÂCHES DE L'UNITÉ :

L'Unité des Plaintes et des Dénonciations est chargée :

- de recevoir et de traiter les plaintes et dénonciations relatives aux faits relevant de l'enrichissement illicite et infractions connexes dont elle est saisie par le Président ou le Conseil de l'Office ;
- d'examiner les dénonciations et plaintes adressées par le public et tous autres usagers à l'OCLEI et proposer, a cet effet, des rapports a l'attention du président de l'OCLEI ;
- d'élaborer les notes de synthèse incluant les propositions de suite à donner ;
- d'exploiter les rapports des structures de contrôle et d'autres organisations de la société civile transmis à l'OCLEI a sa demande ;
- de gérer le numéro vert.

III. COMPÉTENCES :

- avoir une bonne connaissance du droit pénal, du droit civil et de l'administration publique malienne ;
- avoir une bonne expérience en rédaction administrative précisément en matière d'analyse et de synthèse ;
- avoir une bonne maîtrise d'élaboration de note technique assortie d'avis juridique ;
- avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- avoir l'esprit critique et l'esprit d'équipe ;
- avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- être apte a travailler sous pression ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;

- être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs
- maîtriser l'outil informatique ;
- avoir de bonnes qualités relationnelles.

IV. QUALIFICATIONS REQUISES :

4.1. Formation :

Etre titulaire au moins d'une maîtrise en Droit;

4.2 Expérience :

avoir au moins 05 ans d'expérience après titularisation dans le corps des Greffiers en chef ;

4.3 Connaissance informatique :

- Bonne connaissance des outils informatiques [Word, Excel, Internet et power point].

4.4 Condition d'âge :

- Etre 4gée d'au moins 30 ans et d'au plus 50 ans.

Les candidatures féminines sont privilégiées conformément a la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

V. LIEU DE TRAVAIL

La Greffière en Chef sera basée 4 Bamako et pourra être déplacée, en cas de besoin, en tout autre endroit.

VI. DOSSIERS À FOURNIR

- une lettre de motivation de 2 pages au maximum adressée au Président de l'OCLEI ;
- unCV actualisé daté et signé (sans photo) ;
- une copie certifiée conforme des diplomes de formation supérieure ou leurs équivalences ;
- trois (3) lettres de recommandation prouvant les expériences requises, des attestations de travail et de formation dans des postes de responsabilité occupés;
- certificat de nationalité;
- arrêté de titularisation dans le corps des Greffiers en chef.

VII. DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES DOSSIERS :

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé avec indication sur l'enveloppe « Candidature au poste de Chef de l'Unité des Plaintes et Dénonciations de l'OCLEI » au plus tard le 30 décembre 2022 4 16 heures GMT au Bureau d' Accueil et d' Orientation de l' Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue: 390, Hamdallaye A.C.I 2000-Bamako.

Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée. Seules les candidates présélectionnées seront contactées.

UEMOA : Hausse de l'inflation avec un taux de 8,4% en octobre

Dans un rapport publié il y a 2 mois, la BCEAO tablait sur une baisse de l'inflation dans l'espace UEMOA à 8% en octobre. Dans un nouveau document, l'institution indique que l'inflation s'est plutôt affichée à 8,4% sur cette période, portée par la hausse des prix des produits alimentaires.



L'inflation au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) s'est poursuivie avec un taux de 8,4% affiché en octobre. C'est ce qu'indique la note mensuelle de conjoncture économique de novembre 2022 pour les pays de l'organisation, publiée par la BCEAO.

Cette estimation qui intervient après un taux de 8,3% enregistré en septembre est encore une fois portée par la catégorie « **produits alimentaires et boissons** », qui a contribué à hauteur de 5,9 points de pourcentage à l'inflation. Elle est suivie par les transports et le logement qui ont respectivement contribué à hauteur de 0,7 et 0,6 points de pourcentage au taux d'inflation enregistré en octobre.

« **Le rythme haussier de l'inflation s'est poursuivi dans les pays de l'Union, portant le taux à 8,4% en octobre 2022, en hausse de 0,1% par rapport à son niveau de septembre 2022. Le maintien du**

rythme élevé de progression du niveau général des prix est essentiellement imputable au renchérissement des céréales dans la plupart des pays de l'Union, induit notamment par l'accroissement des difficultés d'approvisionnement des marchés » souligne la BCEAO.

Et d'ajouter que « **la hausse des prix dans les pays de l'Union est également en lien avec le renchérissement des cours internationaux des denrées alimentaires et produits pétroliers importés** ».

Face à une hausse des prix que plusieurs experts imputaient essentiellement au conflit ukrainien, les pays ouest-africains ont adopté de nombreuses mesures de soutien à l'économie. À défaut d'inverser la tendance, elles semblent légèrement contenir une inflation qui a déjà explosé dans d'autres pays de la région ouest-africaine, atteignant notamment deux chiffres au Ghana et au Nigeria.

« **Le Comité de politique monétaire de la BCEAO s'est réuni, ce vendredi 9 décembre 2022 pour examiner la situation économique, financière et monétaire au vu des informations les plus récentes. À l'issue de ces travaux, le Comité de politique monétaire a décidé de relever ses taux directeurs de 0,25 point de base. Ce qui fait que le taux d'intervention de la Banque Centrale, c'est-à-dire que le taux auquel la Banque Centrale prête aux banques commerciales, passe de 2,50 à 2,75 %** », a indiqué le Gouverneur de la BCEAO, Jean-Claude Kassi Brou lors de son face-à-face avec la presse, à la fin de la session du Comité de politique monétaire.

Afin de combattre la hausse des prix sur le plan monétaire, la BCEAO a relevé ses taux directeurs de 25 points de base à compter du 16 septembre 2022. Une mesure qui ne semble pas encore avoir réussi à inverser la tendance.

Pour novembre et décembre, la banque s'attend néanmoins à une décélération du rythme de l'inflation, bien que celle-ci restera élevée, respectivement à 8% et 7,9%.

« **La décélération de l'inflation attendue au cours des prochains mois serait liée à l'arrivée des nouvelles récoltes de céréales de l'année 2022 sur le marché** » souligne le rapport qui table sur une hausse d'environ 16% de la production céréalière de l'UEMOA pour la saison 2022/2023. « **La dynamique serait également soutenue par la poursuite des actions des gouvernements en faveur de la préservation du pouvoir d'achat des populations et d'un approvisionnement plus régulier des marchés** » ajoute-t-il, précisant que l'insécurité pourrait limiter la relance d'une dynamique positive.

Jean-Claude Kassi Brou explique la décision de revoir à la hausse les taux directeurs de la BCEAO par la poursuite de la dynamique initiée par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour lutter contre la tendance haussière de l'inflation dans la zone UEMOA. « **Cette poursuite de la normalisation de la politique monétaire qui s'est traduite par la hausse des 0,25 points de base est due essentiellement à l'évolution de l'inflation. Sur la base des dernières informations disponibles, le taux d'inflation dans la zone UEMOA devrait ressortir à fin octobre 2022 à 8,4 %. C'est un taux qui est très élevé** », constate Jean-



Claude Kassi Brou.

Le Gouverneur de la BCEAO rappelle que l'objectif de l'institution émettrice à travers ces séries de mesures est de revenir à l'intervalle cible de 1 à 3 %. « **La hausse de l'inflation, sur la base des estimations que nous avons faites, devrait se situer autour de 8 % pour l'année 2022. On sait que ça vient de la hausse des prix des produits énergétiques. Ça vient également de la hausse des prix des produits alimentaires, de la hausse du coût du transport. Donc, il y a des facteurs extérieurs et des facteurs intérieur** », explique le Gouverneur

Kassi Brou.

Le Comité de politique monétaire de la BCEAO va poursuivre dans sa dynamique jusqu'à obtenir une baisse substantielle de l'inflation dans la zone UEMOA.

Comparés à d'autres pays dans d'autres zones, les pays de l'UEMOA sont à des niveaux d'inflation "meilleurs". Cependant, l'inflation reste trop élevée par rapport aux populations cibles, a néanmoins fait observer le Gouverneur de la BCEAO, Jean-Claude Kassi Brou.

■ Binadjon Doumbia



Gouvernement - Syndicats de l'éducation : Un accord attendu aujourd'hui, la ministre de l'Éducation aux abonnés absents !

Conformément à la lettre circulaire N° 0028, des syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016, les enseignants du Mali ont animé, le lundi 12 décembre 2022, des assemblées générales synchronisées à travers le pays. Ces rencontres avaient une double signification. Premièrement : faire le point des dernières évolutions de l'application de l'article 39 du statut du personnel enseignant. Secundo : recueillir l'avis de la base avant la signature du procès-verbal de conciliation.



Comme il fallait s'y attendre les enseignants ont participé activement aux différentes assemblées générales qui se sont tenues hier lundi 12 décembre. Les enseignants ont largement échangé sur le document de communication préétabli à cet effet. Il a été rappelé que la majorité des enseignants avait demandé mordicus l'application de l'article 39 du statut du personnel enseignant. Les sorties intempestives des enseignants du public s'inscrivaient dans cette dynamique. Conséquence : l'école malienne a été paralysée, les résultats des dernières années corroborent cet état de fait. A tous les niveaux les débats étaient houleux et passionnés. La position de certains enseignants étaient tranchées. Conscients du contexte très difficile que traverse le Mali, les leaders syndicaux ont tenté tant bien que mal d'amener les militants à la base à la raison. Ces leaders soutiennent qu'après le dépôt d'un préavis de grève de 72 heures, le 21 novembre 2022, des initiatives ont été prises par certains ministres pour engager des discussions avec les syndicats. C'est ainsi que le 24 novembre 2022, le directeur a rencontré le ministre de la Défense et celui de l'Économie et des Finances. Il faut reconnaître qu'au cours de ces diffé-

rentes rencontres la partie gouvernementale a consenti d'énormes efforts pour dissiper la vague de méfiance qui s'était installée. Il ressort des échanges que la non application de l'article 39 n'est pas un refus, mais en l'appliquant, le gouvernement ne pourra pas gérer les conséquences. Dans un premier temps les deux ministres, ont proposé un montant de 9 186 000 000 FCFA. Ils se disent aussi disponibles à discuter du montant dans la limite du possible. Ils ont aussi d'accepter d'engager des négociations sur primes avec gouvernement, créer une prime spéciale d'enseignants. La partie syndicale a demandé aux ministres de revoir à la hausse le pourcentage de la prime spéciale de responsabilité (60 %). A cette demande, les ministres ont opposé leur incapacité.

Dans le souci de trouver une solution définitive à ce problème pendant, la partie gouvernementale a proposé d'augmenter le montant à 11 milliards. De discussions en discussions, le montant de 12 298 300 000 FCFA a été proposé par le ministre de l'Économie et des Finances comme étant leur limite. Ce chiffre, sur la base d'un montant forfaitaire, correspond à la somme de 11 000 FCFA à ajouter sur la prime spéciale de responsabilité.

Les échanges ont également porté sur la création de la prime spéciale d'enseignants et de l'adoption du document de stratégies d'amélioration des conditions de vie et de travail des enseignants. Constatant ces avancées, les leaders syndicaux ont jugé nécessaire d'informer les militants. Ils ont, aussi, rappelé qu'en prenant en compte : le contexte sociopolitique qui n'est plus favorable à une lutte ardue, les conclusions de la conférence sociale qui nous obligent à redéfinir notre lutte, l'imminence de la signature du pacte de stabilité et de croissance entre le gouvernement, le Patronat et les centrales syndicales.

A les en croire, l'acceptation de cette proposition du gouvernement permettra aux militants de souffler après tant d'années de lutte qui usent et dont les effets se font de plus en plus sentir, de se réorganiser davantage et enfin, à la Synergie de plancher sur les autres points qui préoccupent le monde enseignant aujourd'hui. Sauf revirement de dernière minute, les syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016 et le gouvernement signeront le procès-verbal de conciliation, ce mardi 13 décembre 2022.

■ Ibrahim Sanogo

Complexe universitaire de Kabala - Phase II : Le PM inaugure l'infrastructure

Le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga, a procédé, le lundi 12 décembre 2022, à l'inauguration des infrastructures pédagogiques du Complexe Universitaire de Kabala, phase II. La cérémonie a enregistré la présence de plusieurs membres du gouvernement, de l'ambassadeur de la République Populaire de Chine au Mali, Chen Zhihong et de plusieurs universitaires enthousiasmés.



Fruit de la coopération sino-malienne, la première phase de la cité universitaire de Kabala a été inaugurée en février 2017. La réalisation de la première phase a coûté plus de 95 milliards FCFA dont plus de la moitié a été prise en charge l'Etat Chinois. L'infrastructure déjà opérationnelle comprend une zone administrative pour les bureaux, une zone de résidence qui intègre le dortoir des étudiants, le restaurant, l'infirmierie et une zone pédagogique et d'études.

La réalisation du complexe universitaire de Kabala - Phase II était très attendue par le monde universitaire. Il faut noter que cette seconde phase du complexe universitaire de Kabala est financée par un don du gouvernement chinois à hauteur de 30 milliards FCFA. Elle concerne la construction de 7 nouveaux blocs comprenant une faculté des sciences de la santé, un institut universitaire des technologies industrielles, un institut Confucius, un centre d'études des langues, une maison des hôtes, une imprimerie universitaire, une bibliothèque... Ce vaste chantier fait partie des parties du gouvernement malien qui estime que la refondation d'un pays passe nécessairement par son système d'enseignement.

Après 29 mois de travaux, l'entreprise chinoise Nantong Si Jian Construction Group CO.LTD a remis les clés de l'infrastructure au Premier

ministre, représentant le chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goïta. Il faut rappeler que la superficie totale de la cité universitaire de Kabala est 103 hectares. Le complexe universitaire réalisé est l'un des plus grands complexes universitaires de la sous-région ouest-africaine. Elle permettra aux étudiants d'apprendre dans les meilleures conditions avec toutes les commodités.

Le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, en inaugurant les infrastructures, a indiqué que la réalisation de cette phase, est emblématique car elle s'inscrit parfaitement dans la vision du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta qui met l'Éducation au

cœur de son action. « Ce chef d'œuvre architectural, que constitue cette réalisation, répond à l'ambition du gouvernement qui entend bâtir un système éducatif performant. Il s'agira maintenant de prendre soin des outils ainsi offerts estimés à 30 milliards de FCFA, a recommandé le Premier ministre. Quant à la voie d'accès reliant le Campus à l'aéroport international Président Modibo Keita de Sénou, sa réalisation sera une priorité pour son gouvernement », a-t-il annoncé.

Aussi, Dr Choguel Kokalla Maïga a remercié la République populaire de Chine pour ce cadeau qui contribuera à offrir un cadre idéal d'apprentissage aux étudiants et corps professoral. C'est le témoignage de la vitalité de la coopération sino-malienne. La République Populaire de la Chine a toujours été aux côtés du Mali dans la réalisation des projets de développement.

Le Premier ministre et les membres du gouvernement ont apprécié la qualité de ce joyau architectural. La coupure du ruban symbolique et la visite guidée des infrastructures ont mis fin à la cérémonie.

■ Ibrahim Sanogo



FAMa : « Nous respectons strictement les droits de l'Homme »

La Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées (DIRPA) a organisé sa traditionnelle conférence de presse mensuelle. C'était, le lundi 12 Décembre 2022, dans la salle de conférence de ladite direction. Elle avait animé son directeur, le Colonel Souleymane Dembélé pour lequel « les forces armées Maliennes s'inscrivent dans une dynamique du respect stricte des droits de l'homme ». L'objectif était de communiquer et d'informer la population malienne, à travers les médias sur le point de la situation sécuritaire du mois de novembre dans les différents théâtres d'opérations. C'était l'occasion aussi pour le conférencier de mettre en exergue les différentes activités menées par les FAMA au centre.

Pour éclairer les lanternes du citoyen lambda sur l'évolution de la situation sécuritaire de notre pays, le colonel Souleymane Dembélé a souligné que la situation sécuritaire du mois de novembre 2022 a été un peu mouvementée, contrairement au mois d'octobre. A ses dires, ils ont constaté de plus en plus le basculement des activités du centre vers le sud et l'ouest.

Néanmoins, il a précisé que les FAMA ont veillé sur la campagne agricole en mettant tout en œuvre pour assurer de très bonnes récoltes au profit des populations. « **Les actions de nos forces dans tous les théâtres d'opération prouvent à suffisance l'autonomisation des FAMA qui pendant une dizaine d'années, avaient été assujetties avec un cliché prédateur d'une armée mal formée, mal**

équipée », a avancé le Colonel Souleymane DEMBELE.

En effet, le Directeur de la DIRPA a fait savoir que les actions des FAMA au théâtre centre ont été surtout marquées entre autres par des recherches et exploitations de renseignements, des actions d'opportunité, des opérations aéroportées, des missions de reconnaissances offensives appuyées ou non par des frappes aériennes, des vols de réassurance des populations, la neutralisation de beaucoup de poseurs d'EEL et des terroristes guetteurs. « **Ces actions ont concerné les zones de Niono avec les secteurs de Ndila, Diado-Wèrè, commune rurale de Pogo; Douenza avec les secteurs de Sema, Baboye, Débéré. Konna avec les secteurs de Niondo, Ségué, Ara, Kassogo, Molinna-**

takou Ouro, Bima, Tégueère et Déguébéré; Boni avec les secteurs de Petassembou; Bankass avec les secteurs de Niondo, Ségué, Ara et Kassogo », a-t-il dit.

Ensuite, il a noté que le 05 novembre, une frappe aérienne a visé et détruit 3 refuges terroristes dans le secteur de Nara et Kaloumba. « **Le 19 novembre 2022, une opération aéroterrestre dans le secteur de Sikasso à Kobala et alentours a fait un bilan d'un terroriste guetter neutralisé, 01 AK-47 et des munitions récupérées. Simultanément, une autre opération aéroterrestre à Tropésé et Kondioli a fait un bilan de 02 terroristes neutralisés et des matériels récupérés** », a-t-il ajouté.

Toutefois, il a indiqué que le respect des droits de l'homme est une priorité pour les FAMA. Pour ce faire, il a souligné que l'Etat-major Général des armées appelle une fois de plus, à la vigilance et à la retenue contre les velléités propagandistes, d'intox et de désinformation de certains dont le seul but est de semer le chaos, la haine, la division et la désolation au Mali.

A cet égard, le Colonel Souleymane Dembélé a fait savoir que les Forces armées maliennes s'inscrivent dans une dynamique du respect stricte des droits de l'homme (DH) et du droit international humanitaire (DIH) et rassurent de leur professionnalisme avec l'ouverture systématique d'enquêtes pour tous les cas d'actions enregistrés.

■ Maffenin Diarra



Corruption au Mali : Le trésor américain épingle Karim Keita

En marge de la Journée internationale de lutte contre la corruption, l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Département du Trésor des États-Unis sanctionne un large éventail de plus de 40 personnes et entités liées à la corruption, dont Karim KEITA, le fils du défunt Président Ibrahim Boubacar KEITA. Dans son document, l'OFAC soupçonne Karim KEITA, en exil en Côte d'Ivoire, d'avoir utilisé « sa position pour recevoir des pots-de-vin »...

L'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Département du Trésor des États-Unis a fait état de la lutte contre la corruption et la violation des droits de l'homme dans le cadre de la journée internationale contre la corruption célébrée chaque 9 décembre.

Contre ces pratiques, au cours de 2022, le Trésor des États Unis a indiqué prendre, dans son communiqué ce vendredi 9 décembre, de nombreuses mesures pour promouvoir la responsabilité des auteurs de violations des droits de l'homme et des acteurs corrompus à travers le monde, y compris des sanctions contre des dizaines d'individus et d'entités.

Parmi les personnes épinglées figure Karim

KEITA, le fils de l'ancien Président Ibrahim Boubacar KEITA. Il est accusé de fait de corruption dans le document de l'OFAC dont les révélations confirment la thèse de l'existence de réseaux mafias de corruption au sommet de l'État malien sous IBK.

Selon le communiqué de l'OFAC, Karim Keita qui a supervisé les dépenses de la Défense du Mali, de février 2014 jusqu'au renversement de son père en août 2020 « aurait utilisé sa position pour recevoir des pots-de-vin, attribuer des contrats à des affiliés qui lui ont ensuite versé des pots-de-vin et détourner des fonds publics en surpayant des contrats de matériels».

Par l'intermédiaire de son père, l'ancien député

de la commune Il, affirme le communiqué, se serait arrangé « pour retirer de leurs fonctions les fonctionnaires qui ne soutenaient pas sa corruption ».

En 2018, l'OFAC révèle que le fils KEITA a également ostensiblement organisé des pots-de-vin pour soutenir la réélection de son père. Ce dernier a été finalement chassé du pouvoir par la rue qui dénonçait sa mauvaise gestion au révolée par des scandales de corruption, de favoritisme, de népotisme.

Ainsi, l'OFAC désigne Karim Keita conformément à l'EO 13818 comme « est responsable ou est complice de, ou s'est directement ou indirectement engagé dans la corruption, y compris le détournement de biens de l'État, l'expropriation de biens privés à des fins personnelles, la corruption liée à des contrats gouvernementaux ou à l'extraction de ressources naturelles, ou les pots-de-vin ». Depuis ce coup d'État, Karim KEITA en fuite en Côte d'Ivoire, affirme l'OFAC, où il est installé, est le PDG de Konijane Strategic Marketing. Et à l'office américain de désigner également Konijane Strategic Marketing, basé en Côte d'Ivoire, comme étant détenu ou contrôlé par Karim KEITA.

Par ailleurs, l'ancien Président de la Commission de sécurité et de défense de l'Assemblée nationale du Mali, Karim KEITA, est déjà visé par un mandat international lancé par les autorités de la transition. Ce dossier est lié à la disparition de notre confrère Birama TOURE. Dans cette affaire également, les nouvelles de l'OFAC le maintiennent dans les liens de l'accusation ; lui qui n'a cessé de montrer patte blanche pour se défendre. Ce département avale des révélations troublantes qui avaient été faites par d'autres structures.

Avant de porter de faits nouveaux, le communiqué souligne que Keita est également accusé d'avoir organisé l'enlèvement, la torture et le meurtre apparent de Birama Toure (Touré), un journaliste qui enquêtait sur l'implication de Keita dans la corruption. En dépit de nombreuses structures de contrôle et de vérification, l'ampleur de la corruption est alarmante dans notre pays en témoigne le dernier rapport du Bureau du vérificateur général qui a décelé des dizaines de milliards de FCFA perdus dans la corruption.

PAR SIKOU BAH
Source : Info-Matin



Sévaré : Rendre les établissements scolaires et leurs abords plus sûrs

Dans la région de Mopti, la MINUSMA soutient l'éducation nationale en sécurisant les emprises des écoles en construisant des murs de clôture. Un tel projet s'est matérialisé dans le quartier de Banguétaba, situé en plein cœur de la ville de Sévaré, grâce aux donations du Danemark au Fonds Fiduciaire des Nations unies pour la Paix et la Sécurité au Mali. Le 29 novembre 2022, une délégation des bailleurs de ce Fonds, accompagnée par le Gouverneur de la Région de Mopti a effectué une visite du chantier.

Des travaux qui doit bénéficieront à 4 000 personnes

En lançant ces travaux, la MINUSMA répond ainsi positivement à la sollicitation des autorités scolaires régionales pour favoriser des conditions de sécurité optimales autour de l'école. En plus du projet pilote de l'école de Banguétaba, trois autres établissements d'un appui de la MINUSMA pour améliorer l'environnement des élèves et du personnel. Au total, ces quatre écoles accueillent aujourd'hui 2 760 élèves dont 1 359 filles et leurs 94 enseignants (es). Avec les parents d'élèves, cette infrastructure aura un impact positif sur 4 000 personnes.

Plus de 246 millions de Francs CFA ont été déboursés grâce à la contribution du Royaume du Danemark, à travers le Fonds Fiduciaire des Nations unies pour la Paix et la Sécurité au Mali, afin de réhabiliter et réhausser les murs de clôture et réaménager et reboiser les cours de ces quatre établissements d'enseignement. « La situation reste difficile pour les écoliers et le Danemark est prêt à soutenir les projets de forage de puits pour permettre aux enfants d'avoir accès à l'eau potable » a rappelé Vibeke Gram MORTENSEN, Cheffe de Mission adjointe et Cheffe de la Coopération de l'Ambassade du Royaume du Danemark, lors de la visite du site.

Des emplois temporaires pour contribuer à la réinsertion socio-économique de 100 jeunes à risque

L'exécution des travaux de clôture des quatre écoles durera 12 mois. Au cours de cette période, 100 jeunes à risque seront employés dans la mise en œuvre du projet. « C'est un soulagement et un espoir pour beaucoup des jeunes ouvriers qualifiés et non qualifiés qui



seront recrutés et qui verront leurs revenus accroître » a confié l'entrepreneur local chargé des travaux.

Pourquoi sécuriser les écoles ?

La crise sécuritaire qui s'est déclenchée dans les régions Nord du pays depuis 2012 s'est progressivement étendue aux régions du Centre, notamment Mopti. Elle se manifeste par des attaques terroristes, des conflits intercommunautaires, des enlèvements et assassinats ciblés, des dégâts matériels et diverses formes de violences contre les symboles de l'État. Symboles de la république, les établissements scolaires ne sont pas épargnés par cette logique extrémiste qui se traduit par des exactions et violences contre les enseignants, la destruction des édifices, des matériels et équipements scolaires, le chantage et les menaces contre les communautés. Ces agressions ont provoqué la fermeture de plusieurs écoles en raison des risques encourus par les

élèves et les enseignants, ainsi que de la peur des parents d'exposer leurs enfants. Dans le seul cercle de Mopti, 351 écoles fondamentales étaient fermées durant l'année scolaire 2018 – 2019 selon les données de l'Académie régionale d'enseignement. L'absence de clôture ou leur dégradation sont aussi des facteurs de vulnérabilité pour les écoles. Les écoles de ces localités ciblées ont été sélectionnées pour bénéficier d'une clôture à la suite des plaidoyers menés par les populations et les leaders communautaires de ces zones concernées auprès du Gouvernorat de Mopti. Saisie par le Gouverneur de Mopti, la MINUSMA a intégré ses projets dans son plan d'actions « An Ka Barokè » (« dialoguons » en français) lancé par le Chef de la MINUSMA, El-Ghassim WANE, en juin 2021 afin de soutenir les efforts de stabilisation des régions du Centre du Mali.

Source : Minusma



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Avant-projet de nouvelle constitution : Les insuffisances et propositions de la société civile

Le Consortium des organisations de la société civile du Mali composé du Conseil national de la Société civile (CNSC), du Forum des organisations de la société civile (FOSC), de la Coordination des ONG et associations féminines du Mali (CAFO), du Conseil national de la jeunesse (CNJ) et de la Plateforme des femmes leaders du Mali (PFLM) a rendu public le mémorandum des organisations de la société civile sur l'avant-projet de constitution de la République du Mali. C'était le 09 décembre dernier au siège du Conseil national de la société civile au cours d'une conférence de presse animée par Badra Alou Sacko, Mme Sangaré Nana Coulibaly, Mme Diawara Fatoumata Bintou Diawara et Siriman Sakho. Prenez connaissance du contenu

du document lu à cette occasion par Badra Alou Sacko.

Les Organisations de la Société Civile du Mali ont organisé une journée d'échanges sur le contenu de l'avant-projet de Constitution du Mali. Cette journée avait pour objectifs d'harmoniser leurs positions sur les propositions d'amélioration de l'avant-projet de constitution de la République du Mali. Au terme des échanges et en prenant compte des avis des experts et personnes ressources, les OSC ont fait le point des innovations, des insuffisances et propositions d'amélioration.

Au titre des innovations

- La réaffirmation dans le préambule de l'attachement du peuple aux idéaux des martyrs du colonialisme et des pères de l'indépen-

dance.

- La mise en avant des devoirs avant les droits.
- L'accent à mettre sur la notion de la famille et un début de clarification du mariage.

- La promotion des langues locales qui pourront devenir des langues officielles tout en gardant le Français comme la langue d'expression officielle.

- L'instauration de la Cour des comptes qui sera la juridiction supérieure des finances publiques et de contrôle des finances publiques. La Cour aura un pouvoir de contrôle des comptes des partis politiques.

- La nouvelle constitution en son article 40 rappelle le rôle important des organisations de la société civile et surtout leur mission de veille citoyenne dans le cadre de la démocratie citoyenne.

- Le renforcement de l'alternance politique au niveau de la Présidence de la République cela, pour éviter le retour des anciens présidents après deux mandats.

- L'avant-projet de constitution prévoit que le nombre des membres du gouvernement ne devra pas dépasser 29 membres.

- La création du Parlement avec une Assemblée Nationale et le Haut Conseil de la Nation qui jouera le rôle de Sénat. Avec la nouvelle



nomenclature, les 1/4 des membres du Haut Conseil de la Nation seront des représentants des légitimités traditionnelles, des Maliens établis à l'Extérieur et des personnalités ayant honoré le service de la Nation.

- La fin de la transhumance politique des élus. Tout député qui démissionne de son parti ou tout conseiller de la Nation qui démissionne de son parti ou de l'organisation qu'il représente est déchu de son mandat.

- La reconnaissance des légitimités traditionnelles pour un retour à nos valeurs fondamentales, un atout pour l'unité, la cohésion sociale, la prévention et la gestion des conflits communautaires.

- Les déclarations de biens du Président et des membres du gouvernement et leurs mises à jour annuelles sont rendues publiques par la Cour des comptes.

- L'immunité parlementaire n'est plus une couverture (intelligente). Les députés et les conseillers de la nation ne bénéficieront de l'immunité parlementaire que dans le cadre simple et typique de l'exercice de leurs fonctions, selon l'article 103. En termes clairs, ils le font valoir simplement pour leurs opinions ou le vote.

- La possibilité pour les citoyens de saisir directement le Conseil Supérieur de Magistrature.

Au titre des insuffisances

- Insuffisance dans la défense des droits des femmes ;
- Prise en compte insuffisante des droits des personnes handicapées ;
- Absence de dispositions pour le respect du principe d'imprescriptibilité des coups d'Etat dans la constitution ;
- Absence de clarification de la méthode de désignation des membres du Haut Conseil de la Nation à désigner par le Président de la République ;

- Pouvoirs exorbitants du Président de la République ;

- Déséquilibre entre les institutions de la République

- Etendue du pouvoir du Président de la République sur les autres pouvoirs surtout sur le pouvoir judiciaire ;

- La perte du pouvoir de censure du Gouvernement par le Parlement et celui de dissolution du Parlement par le Président de la République est un consensus politique qui enlève le pouvoir au peuple (tout désaccord amène un blocage politique) ;

- Insuffisance de la liberté de la presse ;

- L'enlèvement du pouvoir de proclamation des résultats définitifs à la Cour constitutionnelle en lui donnant le pouvoir d'annuler les élections est un risque majeur.

Au titre des propositions d'amélioration

- Faire de l'accès à l'eau un droit fondamental constitutionnel

- Prendre en compte la défense des droits de la femme, de l'enfant,

- Prendre en compte les droits des handicapés et des personnes âgées ;

- Œuvrer à promouvoir la parité entre les hommes et les femmes sur le marché de l'emploi, au niveau des entreprises, ainsi qu'au niveau des responsabilités dans les Institutions et administrations publiques ;

Le mariage est l'union entre l'homme et la femme ;

- Procéder à un équilibre des pouvoirs par rapport au pouvoir du Président de la République;

- Maintenir l'âge du Président de la République à 70 ans au plus car avec deux mandats il sera à 80 ans

- Remettre le nombre des membres du gouvernement à 25 y compris les ministres délégués, conformément à la Charte de la Transition ;

- Mettre en exergue la Société Civile comme structure de veille et de contrôle citoyen de

l'action publique ;

- Publier sur les sites officiels du Gouvernement et de la Cour des comptes les déclarations de biens du Président et des membres du Gouvernement ;

- Introduire un système de pétition au sein de la population, exemple : 1 000 000 d'électeurs inscrits sur la liste peuvent enclencher le processus de destitution.

- Préciser le contenu de la « haute trahison » du Président de la République ;

- Clarifier les modalités/critères de désignation des membres devant siéger au Haut Conseil de la Nation.

- Préciser le contenu de la laïcité dans notre pays ;

- Fermer la porte aux lois d'amnistie pour protéger les auteurs de coup d'Etat.

- Faire présider le Conseil Supérieur de la Magistrature par le magistrat le plus ancien parmi les plus gradés.

Conclusion :

Le Consortium des organisations de la société civile du Mali lance un appel aux autorités de la Transition pour l'union sacrée des maliennes et des maliens autour des réformes essentielles dans le cadre de la refondation et de la préservation de l'intégrité du Mali.

Le Consortium des organisations de la société civile du Mali, dans sa vision, pense que la refondation du Mali passe par le changement de comportement et de mentalité des citoyens et des autorités dans l'exemplarité de la gouvernance du pays.

Ainsi, chaque citoyen, chaque citoyenne devra réaffirmer son attachement aux valeurs de probité, de moralité, de citoyenneté active et de patriotisme pour la construction de la patrie.

Source : Le Challenger



Gestion de la transition : GPS KÉYÉRÉYÉ appelle les autorités à ne pas créer de “discordes avec le peuple”

Malgré son soutien à la Transition, le Président de l'Association générations et peuples solidaires GPS KÉYÉRÉYÉ, Cheickna KEITA a désapprouvé l'augmentation de l'effectif du Conseil national de Transition (CNT) et l'augmentation du budget des institutions. A cet effet, il appelle les autorités à la vigilance pour éviter tout désaccord avec le peuple auprès duquel elles tirent leur légitimité.



A l'allure d'un meeting d'information politique, l'association politique GPS KÉYÉRÉYÉ, créée en août dernier, a organisé ce 11 décembre, à Kalaban-Coura, un point de presse sur l'actualité socio-politique du pays. L'occasion était bonne pour ses responsables de faire le bilan de ses premiers mois d'existence sur le plan humanitaire. Le président Cheickna KEITA, le principal conférencier, a félicité les autorités de la transition pour la mise en place de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE) dont la création a suscité de tollé entre des responsables des organes de la transition et même au sein de la classe politique. « Le GPS KÉYÉRÉYÉ exhorte les autorités à poursuivre les efforts en vue de la tenue d'élections libres, transparentes, crédibles et

ouvertes à tous, aux dates prévues », a indiqué le conférencier alors qu'il y a de fort soupçon quant au respect du délai notamment au sein du Cadre des partis et regroupements politiques...

Sur la rédaction de la nouvelle constitution bipolarisant les forces vives de la nation, le GPS-KÉYÉRÉYÉ, de son côté, a tranché en faveur de la « poursuite du travail de rédaction de la nouvelle constitution en tenant compte des aspirations profondes des maliens clairement exprimées lors des débats autour de l'avant-projet de constitution, dans le but de préserver l'intérêt supérieur du peuple du Mali ». L'affaire des 46 soldats ivoiriens encore abordée par le dernier sommet de la CEDEAO dont les dirigeants ont invité les autorités maliennes à être réceptifs aux appels de la libé-

ration de ces éléments n'est pas restée en marge des sujets évoqués.

Ainsi, commentant ce dossier qui cristallise depuis juillet dernier les relations entre le Mali et la Côte d'Ivoire, les deux voisins, le président du GPS « appelle les Autorités de la Transition à privilégier le dialogue avec la CEDEAO en vue d'une issue pacifique aux problèmes des 46 soldats ivoiriens afin d'obtenir rapidement un heureux dénouement de cette douloureuse question afin de permettre le peuple malien durement éprouvé par plus d'une décennie d'instabilité, de vivre paisiblement avec ses voisins ».

Par ailleurs, malgré son soutien à la Transition, Cheickna KEITA a fait part du mécontentement du bureau de leur association suite à l'augmentation inopportune du nombre de conseillers du Conseil national de Transition (CNT) et l'augmentation déraisonnable du train de vie de certaines institutions, à un moment économiquement très pénible pour la population. Ces décisions politiques controversées sont de nature à créer la discorde avec le peuple Malien, a affirmé M. KEITA.

« En somme, ces décisions jugées maladroites et incongrues par une large frange de la population malienne sont, à notre avis, la source de la rupture de la trêve sociale avec les revendications et des grèves tous azimuts qui émergent toute part », a commenté le conférencier.

Dans un contexte de forte divergence alors que la transition est engagée dans un vaste chantier de Mali Kura, le président KEITA a estimé que la renaissance du Mali passe par le rassemblement, sans exclusif, de tout son peuple. A cet effet, son organisation appelle les autorités de la Transition à entreprendre un dialogue incluant l'ensemble des Maliens. « Nous sommes convaincus que le dialogue, la tolérance, la solidarité et la justice sont le garant de la paix et de la stabilité du Mali », a-t-il déclaré.

Outre ces aspects, en collaboration avec l'Association Setanw Djigui, GPS a procédé à la remise de dons de vivres et de produits hygiéniques (80 sacs de riz et 24 cartons de savons) aux pensionnaires de la Maison centrale d'arrêt de Bamako et du Centre Pénitentiaire pour femme de Bamako (Bollé).

PAR SIKOU BAH
Source : Info-Matin

Biennale africaine de la photographie de Bamako : Faire de l'art de la photographie une véritable industrie

Le ministre de l'Artisanat, de la culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme, Andogoly GUINDO, a présidé ce jeudi 8 décembre 2022, la cérémonie de lancement officiel de la 13e édition des rencontres de la Biennale africaine de la Photographie de Bamako qui se déroule du 8 décembre 2022 au 8 février 2023 ; sous le thème : "Maa ka Maaya ka ca a yèrè kono" au Musée national du Mali.



Organisée par le ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, la cérémonie d'ouverture de l'édition 2022 a enregistré la présence de plusieurs membres du gouvernement ; du représentant de la diplomatie française au Mali ; du chef de la délégation de l'Union européenne au Mali, Bart OUVRY; des Ambassadeurs et représentants du corps diplomatique accrédité au Mali; du Chef de bureau UNESCO, Edmond Moukala.; de Mme Rachel Sommer TRAORE, représentante de la coopération suisse au Mali ; etc.

Initiée en 1994, la première et principale manifestation biennale internationale dédiée à la photographie et à la vidéo africaine sur le continent est une plateforme de découvertes, d'échanges et de visibilité.

La 13e édition de la Biennale africaine de la photographie a débuté ce jeudi 8 décembre 2022, dans notre capitale. Pour l'occasion, Bamako attend plus de 30.000 visiteurs, 75 artistes, 50 journalistes internationaux et une kyrielle d'expositions.

L'artiste camerounais Bonaventure Soh Bejeng NDIKUNG est le directeur artistique de ces rencontres, avec Check Diallo comme Délégué général.

Lors de cette cérémonie, tous les intervenants ont, tour à tour, salué l'initiative de la Rencontre de Bamako, Biennale africaine de la Photographie, qui a été reportée en 2021, à cause de la situation sanitaire et géopolitique. Dans le mot de bienvenue aux participants de cette présente édition, le représentant de la mairie de la commune III, Alioun DIABATE, a souligné que cet événement, au fil des années, est devenu le lieu de révélation des talents africains.

Dans son intervention, le Dr Bonaventure Bonaventure Soh Bejeng NDIKUNG, directeur artistique de la biennale, a salué la tenue de cette rencontre à Bamako.

« Si le Mali a pu accueillir cette rencontre, cela montre que le Mali et toute l'Afrique sont debout au regard du contexte sécuritaire insaisissable », a-t-il dit.

De son côté, Bart OUVRY s'est réjoui de la tenue de cette rencontre qui existe maintenant depuis plus de 20 ans et est fondée sur une approche participative.

Le Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly GUINDO, parle d'une édition aux allures spéciales, tant son organisation dans un contexte sanitaire insaisissable a été émaillée de pé-

ties et d'incertitudes.

Au nom du Président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA et du Premier ministre, le Dr Choguel Kokalla MAÏGA, il a souhaité la chaleureuse bienvenue, dans la pure tradition de la Djatiguiya malienne.

Pour le ministre, le Gouvernement du Mali a une pleine conscience de la portée d'un tel événement pour la structuration d'une véritable industrie de l'art et de la photographie sur le Continent africain

« La Biennale ne doit plus être seulement l'espace bi-annuel autocentré des professionnels de la photographie, il doit être un espace de création des vocations auprès des plus jeunes, de découverte de cet art par les novices ou encore lieu passerelle entre la photographie, la musique, le cinéma, la peinture, la littérature », a-t-il déclaré.

Tout comme nous le rappelle le thème de cette édition, en langue bamanankan qui dit que "Maa ka maaya ca a yere kono", autrement dit « l'être humain renferme en lui-même plusieurs identités », pour le ministre, « notre dignité, c'est aussi de rappeler notre attachement à l'Être ».

Telle, dit-il, la photographie qui fige le temps pour conter un temps à un autre temps, la Biennale fige les considérations politiques et géopolitiques pour unir les peuples d'Afrique et du monde

De par l'art photographique, a-t-il expliqué, nous sommes alertés du danger environnemental, des conséquences des guerres, de l'insécurité alimentaire, mais aussi de la beauté dont regorge notre continent, de la force des jeunes de ce continent et de l'ambition de nos peuples.

Par Abdoulaye OUATTARA

Source : Info-Matin

Afrique Etats-Unis : Attentes et appréciations mitigées du sommet du mardi à Washington

Annoncé comme événement d'une importance capitale pour la reconfiguration des relations entre les Etats-Unis et l'Afrique, le sommet qui se tient du 13 au 15 décembre à Washington ne fait pas trop rêver certains experts africains.



Le sommet États-Unis – Afrique démarre mardi à Washington à l'initiative du président Joe Biden qui le place sous le signe de la reconfiguration des relations américano-africaines.

« Je suis impatient de travailler avec les gouvernements africains, la société civile, les communautés de la diaspora à travers les États-Unis et le secteur privé pour continuer à renforcer notre vision commune de l'avenir des relations américano-africaines », avait souligné à ce registre le président américain. Le gouvernement américain a, dans la même logique, relevé qu'au cours du forum des affaires Etats-Unis – Afrique du sommet, les chefs d'État africains et les chefs d'entreprise et de gouvernement américains et africains discuteront des moyens de faire progresser les partenariats mutuellement bénéfiques pour

créer des emplois et stimuler une croissance inclusive et durable.

S'exprimant, la semaine dernière, à l'occasion d'une conférence de presse digitale en prélude au Sommet, Molly Phee, secrétaire d'Etat adjointe du bureau des affaires africaines du département d'Etat des Etats Unis, avait encore insisté sur l'aspect "reconfiguration" des relations américano-africaines afin de relever les défis très chers aux populations.

« J'espère en tout cas que les Africains et les Américains ressortiront de ce sommet en ayant l'impression que le dialogue a pu être approfondi notamment sur des sujets qui apportent véritablement une différence quotidienne », avait-elle lancé.

C'est dire que le sommet, 2ème du genre après celui organisé en 2014 à l'ère Barack Obama, revêt une importance capitale pour les Etats-

Unis.

Invitations ont ainsi été adressées à tous les chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique – exception faite du Soudan, du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée Conakry -pays sous sanctions de l'UA- pour le Sommet. S'y ajoute au nombre des absents, l'Erythrée qui n'a pas de relations diplomatiques avec les Etats-Unis.

Des sessions à l'instar de : Diaspora et jeunes leaders africains, Santé mondiale et sécurité alimentaire, Changement climatique et énergie, Investissement dans les infrastructures, en plus du Forum des affaires Etats-Unis Afrique, sont inscrites à l'agenda de la rencontre qui va se poursuivre jusqu'au 15 décembre.

— Que pensent les experts ?

La rencontre tant promue par les politiciens n'enflamme guère du côté de certains experts africains peu convaincus des retombées au



profit de l'Afrique.

L'économiste Demba Moussa Dembélé y entrevoit une méthode américaine pour s'assurer plus de présence en Afrique.

« L'un des objectifs majeurs du Sommet sera pour les Etats-Unis de tenir un discours mielleux sur les bienfaits du commerce et des investissements dans le but d'avoir encore plus accès aux ressources du continent africain », a indiqué à l'Agence Anadolu Dembelé, président de "l'Africaine de recherche et de coopération pour l'appui au développement endogène" (Arcade).

« À Washington, il sera beaucoup question d'investissements, de « partenariat public-privé », de « liberté de commerce » et « d'aide ». Tout cela dans le but d'ouvrir grandes les portes d'entrée des économies africaines pour les livrer à l'appétit insatiable des multinationales américaines », a poursuivi l'économiste en voulant pour preuve la pléthore de représentants du secteur privé, tant du côté africain que celui des Etats-Unis, à ce sommet.

Dembélé a ainsi évoqué une volonté chez les Américains de se rattraper après que les multinationales de ce pays se sont faites distancer en Afrique par les entreprises des pays émergents et même d'Europe.

« Dans certains milieux du capitalisme en profonde crise, d'aucuns pensent que l'Afrique est devenue la nouvelle frontière de la mondialisation capitaliste et qu'elle détiendrait les clés de sortie de crise », a-t-il analysé.

Le ton moins percutant, El Hadj Alioune Diouf, commissaire aux affaires économiques ne dit pas le contraire.

« Avec l'érosion des marges préférentielles consécutives aux négociations commerciales multilatérales ayant permis l'abaissement général des droits de douane, les USA comme l'Europe, cherchent d'autres stratégies pour favoriser le commerce avec l'Afrique », a-t-il souligné, intégrant le sommet dans cette recherche permanente d'établir des relations privilégiées avec l'Afrique, continent d'avenir. Il ne faudrait pas pour autant occulter les points positifs qui pourraient découler pour l'Afrique de cette rencontre, a-t-il tempéré.

« Ce sommet peut ouvrir des opportunités pour l'Afrique qui n'est pas absente du commerce international. Certes, l'Afrique représente 3% des échanges internationaux, mais son taux d'ouverture au commerce international est le plus élevé dans le monde du fait de la faiblesse de son produit intérieur brut », a déclaré Diouf, ancien directeur du commerce intérieur. « Ce sommet doit être considéré comme une opportunité d'améliorer et d'accroître nos capacités d'offre et de production de richesses donc de notre marché intérieur qui reste encore faible ! En effet, ce sommet peut favoriser l'accroissement des investissements améri-

cains », a-t-il poursuivi.

Le commissaire aux affaires économiques se convainc aussi que le sommet vient renforcer les efforts que les Africains font tous les jours dans la voie du progrès économique et de la promotion des échanges intra-africains préconisés par l'UA.

Il s'est toutefois voulu clair sur une chose : « Le meilleur partenaire du continent africain est le continent africain lui-même ».

« Le marché pertinent pour l'Afrique reste le marché intérieur africain car c'est un marché d'un milliard d'habitants avec une classe moyenne de plus de trois cents millions de personnes », a-t-il précisé, assurant que les Etats-Unis comme l'Europe ou encore la Chine ne peuvent être que des partenaires seconds dans la quête africaine d'un développement endogène et inclusif.

Dans tous les cas, un point positif et non des moindres sera que le président américain Joe Biden va officiellement s'engager lors de la rencontre à porter le plaidoyer pour une place de l'UA au sein du G 20 à en croire Judd Devermont, directeur exécutif aux Affaires africaines du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche.

Source : Anadolu Agency

Côte d'Ivoire : Un projet social au profit de 4.000 bénéficiaires



Ce projet qui s'inscrit dans la phase 2 du Plan social du gouvernement (PS Gov 2), vise la réduction de la pauvreté et l'insertion professionnelle dans le Nord et le Centre-ouest du pays. Le Plan social du gouvernement qui est sa phase 2 connaît son déploiement à travers tout le territoire national. En ce qui concerne le volet emploi et protection sociale, ce sont près de 4.000 personnes impactées par les projets présentés par le ministère de tutelle, ce 3 décembre 2022 à Odienné (Nord-ouest). Le ministre de l'Emploi et de la protection sociale, Adama Kamara, et des cadres de la région ont pris part au lancement des projets de Promotion de l'emploi décent (PPED) et d'Insertion des personnes

vulnérables (PIPV). Le directeur général de l'Emploi, Franck Dogo, qui a expliqué les enjeux des projets initiés par l'Etat de Côte d'Ivoire à travers le ministère de l'Emploi et de la protection sociale, a indiqué qu'ils visent la lutte contre la fragilité dans les zones frontalières du Nord. Ces projets visent également la promotion de l'emploi décent et l'amélioration de l'autonomisation et de l'employabilité des promoteurs. Ce sont 2.228 personnes impactées dans le cadre du PPED qui couvre 5 régions, à savoir le Gbèkè, San Pedro, le Tchologo, le Bounkani et le Kabadougou. Quant au PPIV, il concerne trois régions que sont le Tchologo, le Bounkani et le Kabadougou et touche 1.200 bénéficiaires. Pour le directeur

général de l'Emploi, les objectifs ont été largement dépassés vu que ces projets ont suscité une adhésion massive des populations. « Ces deux importants projets d'insertion visent la création d'opportunités d'emplois décents et durables au profit du plus grand nombre de personnes en âge de travailler et partant l'épanouissement du plus grand nombre de personnes », a relevé M. Franck Dogo. Le PPED devrait permettre notamment aux bénéficiaires regroupés en association ou groupement, de recevoir des financements sous forme de prêts, pour développer leurs projets collectifs existants, dans les secteurs de l'Agro-industrie, de l'Agro-pastoral, de l'Environnement et des TIC. Cela vise à leur permettre de se structurer en de micros ou de très petites entreprises. S'agissant du PPIV, les personnes vulnérables devront recevoir des subventions pour développer des activités génératrices de revenus dans les domaines de la restauration, du commerce et de l'artisanat. Le ministre de l'Emploi et de la protection sociale, Adama Kamara, s'est dit satisfait de ces projets qui, soutient-il, viennent renforcer la vision de la Côte d'Ivoire solidaire prônée par le président de la République, Alassane Ouattara. « Les projets collectifs lancés dans les secteurs de l'agro-industrie, de l'agro-pastoral, de l'environnement et des TIC, ainsi que les activités génératrices de revenus dans les domaines de la restauration, du commerce et de l'artisanat constituent, à n'en point douter, un levier important pour redynamiser le développement économique de nos régions, et assurer ainsi l'inclusion financière de ses populations, notamment les jeunes et les populations défavorisées », a déclaré le ministre de l'Emploi. Et d'ajouter que « la mise en œuvre de ces projets, qui sont certes à vocation socio-économique, s'accompagnent d'un volet protection sociale, en ce sens que tous les bénéficiaires, sont déjà enrôlés à la CMU (Couverture maladie universelle), et certains engagés dans un processus de formalisation par l'immatriculation à la CNPS (Caisse nationale de prévoyance sociale) ». Les cadres de la région, dont le ministre-gouverneur du District autonome du Denguélé, Gaoussou Touré, se sont félicités de ces différentes actions des autorités ivoiriennes qui dénotent de l'intérêt porté à la satisfaction des besoins des populations.

Source : APA

CDM QATAR 2022 : De l'Afrique au Moyen-Orient, l' "union sacrée" derrière la sélection marocaine

Dans les capitales africaines et arabes, le parcours du Maroc à la Coupe du monde 2022 crée une vague d'enthousiasme sans précédent. L'hebdomadaire marocain "TelQuel" revient sur les réactions et espoirs que suscitent les Lions de l'Atlas. Quelques minutes après la qualification historique du Maroc [le 6 décembre face à l'Espagne] pour les quarts de finale de la Coupe du monde, Soufiane Boufal était attendu en zone mixte. Visiblement ému, l'ancien joueur de Southampton a tenu à exprimer sa gratitude. "On aimerait remercier tous les supporters marocains à travers le monde pour leur soutien. Cette victoire leur appartient, elle appartient à tout le peuple marocain, tous les peuples arabes, tous les peuples musulmans du monde."

Le continent manque à l'appel. Des internautes africains n'ont pas tardé à réagir, en exprimant

leur déception, parfois leur colère, sur les réseaux sociaux. De quoi contraindre Soufiane Boufal à s'excuser, moins de vingt-quatre heures plus tard, sur son compte Instagram : "Pardon d'avoir oublié de citer tout le continent africain hier en interview d'après-match. Merci d'être derrière nous, je vous dédie aussi la victoire évidemment. On est fiers de représenter tous nos frères du continent. On est ensemble."

Anecdotique, la scène témoigne pour autant de l'adhésion suscitée par les Lions de l'Atlas depuis le début de la compétition, aussi bien en Afrique que dans le monde arabe.

PANARABISME ET PANAFRICANISME MÊLÉS

Signe de cette adhésion, la réaction des chefs d'État et hommes politiques arabes et afri-

cains. Le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, s'est empressé de publier sur son compte Twitter : "Toutes nos félicitations au Maroc pour sa précieuse victoire aujourd'hui et son ascension triomphale jusqu'aux quarts de finale. Vous avez honoré le football arabe et nous attendons plus de vous, inshallah. Meilleurs vœux de succès."

Le président de la République du Sénégal et de l'Union africaine, Macky Sall, lui a emboîté le pas en adressant ses "chaleureuses félicitations pour cette brillante qualification aux quarts de finale de la Coupe du monde", tout en souhaitant "bonne chance pour la suite".

À l'image des deux dirigeants, d'autres chefs d'État ont d'ailleurs tenu à appeler le roi Mohammed VI afin de le féliciter. Parmi eux, le président palestinien, Mahmoud Abbas, le président gabonais, Ali Bongo Ondimba, ou encore le président des Émirats arabes unis, cheikh Mohammed Ben Zayed Al-Nahyane. Son homologue qatari, l'émir cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, n'a manqué aucun match des Lions de l'Atlas. Après le penalty victorieux d'Achraf Hakimi, des vidéos ont immortalisé sa célébration, brandissant depuis sa loge le drapeau marocain.

Source : Courrier international





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous ne serez plus sous pression comme vous l'aurez été. Enfin libéré d'un certain nombre de contraintes, vous pourrez progresser comme vous l'entendrez sans avoir quelqu'un en permanence sur votre dos pour vérifier la qualité de votre travail.

Vous reverrez votre échelle de valeurs. Plus terre-à-terre, Uranus en Taureau vous invitera à repenser votre rapport à l'argent. Sans vous détacher du matériel, vous y accorderez moins d'importance. Vous envisagerez votre avenir financier sereinement.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Au contact de Pluton et de Saturne, votre volonté comme votre ambition seront renforcées. Vos projets avanceront et si vous faites des propositions, elles seront accueillies favorablement. Vous pourriez aussi accéder à un poste beaucoup plus valorisant.

Vous passerez à la vitesse supérieure en cumulant des bénéfices. Votre projet lancé sur la pointe des pieds connaîtra un succès inespéré, avec un enjeu financier important à la clef. Tablez aussi sur un placement judicieux dont vous tirerez profit.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Une nouvelle tâche démarre. Elle est vécue avec facilité. Un collègue peut vous assister et vous aider à avancer. L'arrivée de la complicité vous apporte un encouragement. La journée apporte une satisfaction à travailler. Vous sentez une reconnaissance.

Le climat reste aux dépenses. Elles ont un lien avec une sortie. Pour séduire, vous pouvez faire du shopping. L'inquiétude liée aux finances disparaît. Vous vivez avec sérénité votre relation à l'argent en payant les factures et en vous faisant aussi plaisir.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les fortes dissonances de Jupiter pourront provoquer une baisse d'activité, engendrer une période de chômage, ou une mise en cause de la qualité de votre travail... Dans tous les cas, vous devrez garder votre sang-froid et défendre votre bifteck !

À cause d'un avis à tiers détenteur, d'une saisie administrative, ou d'un courrier en provenance d'un huissier, vous ne disposerez pas de la totalité de vos biens ou de vos revenus, un peu comme si tout était bloqué ou en attente !



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aurez les moyens de sortir d'une impasse. Une tendance jouera en votre faveur montrant une aide qui vous sera salutaire. Il sera dans votre intérêt, sans trop forcer, de créer des contacts, de solliciter des entretiens pour trouver un arrangement.

Grâce à l'expertise généreuse de vos planètes, vos rentes d'argent seront stables, ce qui devrait vous permettre de faire tourner votre budget sans difficultés. Quant à Mars, il vous conseillera sur des placements à privilégier. Faites-lui confiance.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous aurez du pain sur la planche. Votre activité tournera au ralenti et il vous faudra trouver une solution pour accélérer la cadence. S'il y a des contraintes, vous parviendrez à tirer votre épingle du jeu et évoluer en fonction des événements.

Vous serez pressé et impatient d'obtenir rapidement des euros, des résultats financiers intéressants. À part si vous travaillez à votre compte, auquel cas, vous aurez des idées pour augmenter vos ventes, mais ne récolterez pas tout de suite de l'argent.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une nouvelle affaire pourrait vous être proposée. Elle peut avoir un lien avec un poste commercial. Du changement arrive et il vous apporte une satisfaction longtemps attendue. Vous démarrez une nouvelle orientation. Elle fait appel à vos compétences.

Vos finances sont rassurantes suite à une bonne nouvelle professionnelle. Des moments de sérénité vous accompagnent. Malgré les dépenses, vous continuez de rester optimiste à propos de l'argent. Continuez de gérer la trésorerie avec prudence et tout ira bien.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les avantages liés à votre activité professionnelle seront nombreux. Ils donneront à votre carrière une meilleure assise. Vous minimiserez les problèmes et les difficultés que vous rencontrerez en chemin. Le rythme de cette journée sera assez soutenu...

Des personnages de votre entourage professionnel ou privé multiplieront les conseils à votre égard... Mise le paquet sur ce cheval, achetez ces actions ou placez une partie de vos économies en bourse... Aujourd'hui, vous ne suivrez aucune de ces recommandations !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Dopé par la puissance de Jupiter dans votre signe, vous tâcherez de vous placer en avant afin que l'on remarque vos talents. Ce qui sera retenu par certains sera votre faculté à vous mettre sur le devant de la scène, sans tenir compte de vos collaborateurs.

Vous retrouverez votre flair pour dégoter de bonnes affaires. Vous serez aussi très réactif pour qu'elles ne vous passent pas sous le nez. Vous passerez du temps pour suivre le déroulement de toutes ces opérations, et il vous rapportera de l'argent.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre journée s'annoncera laborieuse, avec la nécessité de vous concentrer sur un nombre d'aspects techniques et beaucoup de détails. Mais le jeu en vaudra la chandelle, puisque vous y gagnerez en crédit auprès de personnes influentes dans votre activité.

Avec Saturne, vous devrez appliquer un plan de rigueur. Les consignes seront claires et vous devrez ajuster vos dépenses à vos revenus, examiner de près toutes vos factures et si vous vivez en famille, demander à chacun de respecter les limites du budget.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous travaillez bien et recevez enfin la récompense. Les rapports avec la hiérarchie sont bons. La journée est favorable à négocier un contrat. Évoquez les revenus avec un de vos chefs. Proposez vos prétentions, on vous écoute. Mais la réponse sera longue.

Les dépenses continuent d'être importantes. Elles couvrent surtout les charges. Vous calculez au plus près les frais actuels. Des dépenses sont peu élevées, mais elles sont nombreuses. Une meilleure gestion est recommandée. Elle vous évitera un déséquilibre.



Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous travaillez avec votre partenaire, vous ne pourrez pas vous empêcher aujourd'hui de vous prendre la tête sur votre lieu de travail. Cela aura un effet déplorable sur vos collègues et sur les clients. Votre attitude sera peu commerciale...

En ce milieu de mois, vos finances commenceront à faire la grimace. En regardant votre liste de courses et en faisant vos comptes, vous vous apercevrez que vous ne pourrez pas tout acheter. Du coup, par dépit, mais aussi par colère, vous resterez chez vous.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg</p> <p>1110 Malikilé</p> <p>Crise au sein du RPM Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</p>	<p>Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"</p> <p>1111 Malikilé</p> <p>Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali Revoilà le Cadre d'Echanges</p>	<p>Plus de 1000 personnes participent au Sommet de la CEDEAO à Ouagadougou</p> <p>1112 Malikilé</p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!</p>	<p>Le Mali s'assume à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) : Les capacités de 50 membres du CNT renforcées</p> <p>1113 Malikilé</p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p>
<p>Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition</p> <p>1114 Malikilé</p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p>	<p>Conférence des chefs d'entreprises maliennes : Les professionnels du secteur invités à s'approprier l'événement</p> <p>1115 Malikilé</p> <p>Barikou Faso CEDEAO : Issoufou Mahamadou, son médiateur contesté!</p>	<p>Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir</p> <p>1116 Malikilé</p> <p>Le top départ!</p>	<p>Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires</p> <p>1117 Malikilé</p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23